

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2014

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 25 juillet 2014**

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Rapport semestriel d'activité..... | 3 |
| Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014..... | 21 |
| Déclaration personnes physiques au 30 juin 2014..... | 76 |
| Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2014..... | 78 |

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

AU 30 JUIN 2014

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Environnement économique et financier

1.1. Contexte économique

Le rythme de croissance de l'économie mondiale reste faible sur le premier semestre 2014. En Europe notamment, le PIB a très faiblement progressé.

Avec un taux d'inflation très bas, largement en dessous de la cible des 2% sur la zone Euro, la BCE a amorcé un éventail de politiques monétaires « non conventionnelles » avec un taux (facilités de dépôt) en territoire négatif (-0.10%) et une politique de refinancement long terme accommodante (TLTRO).

La dynamique européenne hésite entre les partisans de la rigueur dans les pays d'Europe du Nord et les partisans du soutien à l'économie dans les pays du Sud, dans un contexte où les élections européennes ont confirmé un regain généralisé de l'euroscepticisme.

Le risque souverain de la zone Euro semble être dissipé, malgré les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie.

Les indicateurs d'activité américains se sont redressés au premier semestre 2014 malgré des prévisions qui ont successivement été revues à la baisse et après un premier trimestre handicapé par un hiver rigoureux. La réduction progressive du « Quantitative Easing » se poursuit selon le calendrier décidé en 2013 et les acteurs économiques scrutent les signes d'une remontée des taux de refinancement (anticipée pour 2015).

1.2. Evolution des marchés

Sur le premier semestre, les marchés ont été marqués par une baisse des taux court terme comme long terme. Les marchés Obligataires ont donc bien performé, et on voit depuis le début de l'année, de nombreux émetteurs venir se financer sur les marchés.

D'autre part 2014 marque le retour des grands projets de fusions / acquisitions et des introductions en bourse.

- Evolution des taux directeurs :

Alarmé par le niveau faible d'inflation en zone Euro et par un taux de change EUR/USD qui reste sur des niveaux élevés (entre 1.35 et 1.38), la BCE a de nouveau abaissé son taux de refinancement à 0.15%, et décidé d'apporter encore un peu plus de liquidité au marché interbancaire.

Ces éléments ont contribué à faire baisser les taux de rendement des emprunts des États de la zone.

Le Japon continue sa politique monétaire accommodante, avec des rachats d'actifs et une politique de taux bas alors que les économies anglo-saxonne sortent progressivement d'une logique de soutien à l'économie aux vues de l'amélioration des indicateurs et d'une croissance soutenue.

- Evolution des marchés boursiers :

Sur le premier semestre 2014, le CAC40 a progressé de 2,95% et l'indice boursier des USA (S&P500) de 6,05%. La parution de résultats d'entreprise mitigée, couplée à des tensions géopolitiques en Irak, en Syrie, en Lybie ainsi qu'en Russie ont pesé sur la performance globale des marchés.

2. Faits marquants du 1er semestre 2014

2.1. Activités clientèles

| | Encours au 30/06/2014 | Evolution sur un an |
|---|------------------------------|----------------------------|
| Clients (en nombre) | 439 405 | + 0,6 %* |
| Collecte | 11 095 M€ | + 1,0 % |
| - Dont collecte bilan | 6 937 M€ | + 0,0 % |
| Crédits | 6 966 M€ | - 0,5 % |
| - Dont crédits à l'habitat | 4 175 M€ | + 0,2 % |
| - Dont crédits d'investissement aux professionnels et aux entreprises | 2 084 M€ | - 2,4% |
| Assurances de biens et de personnes (nombre de contrats) | 180 601 | +4,0 % |
| Services (cartes et offres groupées) (en nombre) | 441 352 | +0,9 % |

*évolution depuis le 31/12/2013

Pour ce premier semestre 2014, l'activité commerciale du Crédit Agricole Toulouse 31 reflète un contexte économique plus contraignant pour nos clientèles, se traduisant ainsi par un repli des encours de crédit. L'évolution annuelle de la collecte s'établit à +1,0 %, tirée par l'assurance vie, alors que la collecte bilan reste stable en raison d'un contexte de taux peu porteur. En revanche, l'équipement de la clientèle en produits et services progresse à nouveau sensiblement, notamment en assurances des biens et des personnes (+4%), vecteur de revenus récurrents pour la Caisse régionale.

2.2. Résultats financiers

| Résultats en M€ | 2ème trimestre 2013 | 2ème trimestre 2014 | Evol T2 2014/T2 2013 | 30 06 2013 | 30 06 2014 | Evolution 2014/2013 |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|------------|------------|---------------------|
| Produit net bancaire | 67,3 | 72,2 | 7,3% | 130,7 | 138,1 | 5,7% |
| Charges générales d'exploitation | 34,9 | 35,3 | 1,1% | 70,6 | 70,3 | -0,4% |
| Résultat brut d'exploitation | 32,4 | 36,9 | 13,9% | 60,1 | 67,8 | 12,8% |
| Coût du risque | 4,9 | 2,5 | ns | 9,2 | 11,0 | 19,5% |
| Résultat net social | 18,5 | 24,7 | 33,9% | 32,6 | 37,9 | 16,1% |
| Résultat net part du Groupe consolidé | 17,5 | 26,1 | 49,7% | 33,0 | 41,6 | 26,0% |
| Total Bilan consolidé | 9 097,2 | 9 128,2 | 0,3% | 9 097,2 | 9 128,2 | 0,3% |
| dont capitaux propres au passif | 1 044,0 | 1 111,6 | 6,5% | 1 044,0 | 1 111,6 | 6,5% |
| Déficit Crédit Collecte | - | - | - | -513,0 | -164,0 | - |

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 25 juillet 2014, a approuvé les comptes du 1^{er} semestre 2014, comptes préalablement audités par les commissaires aux comptes. Le Produit Net Bancaire (comptes individuels) progresse de +5,7 %, tiré par la perception de dividendes versés par le Groupe Crédit Agricole S.A. (+8,4 M€) et par une activité soutenue s'agissant des ventes de produits et services, notamment d'assurances. Les charges de fonctionnement restent maîtrisées s'affichant en léger repli de 0,4%. Le coût du risque s'affiche par contre en progression pour atteindre 11 M€ traduisant une conjoncture morose. Aussi, le taux des créances douteuses et litigieuses s'élève à 3,02 % à fin juin 2014, couvert à 78% par des provisions. Ces niveaux restent susceptibles d'évolutions au 2nd semestre 2014, en fonction des résultats de l'AQR (Asset Quality Review).

Le résultat net consolidé s'établit à 41,6 millions d'euros en progression sensible par rapport à 2013 (+ 26 %).

2.3. Situation financière dont CCI

La Caisse régionale confirme une nouvelle fois sa remarquable solidité financière, affichant une nouvelle progression de ses capitaux propres de 6,5 % et un ratio de solvabilité sur le nouveau référentiel Bâle 3 largement supérieur aux exigences avec un ratio CET phasé à 16,73 % au 31 mars 2014. Par ailleurs, la Caisse régionale respecte d'ores et déjà le ratio de liquidité LCR exigible au 1^{er} janvier 2015. Enfin, le ratio crédit – collecte après centralisation à la CDC, s'affiche à 102,3% et poursuit sa contraction (-2,9 pts en douze mois).

Le cours du Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) Toulouse 31 poursuit sa progression sur le 1^{er} semestre (+8,4%), la Caisse régionale maintenant sa politique de distribution de dividendes (4.01€/titre versé en avril 2014).

2.4. Perspectives : Crédit Agricole Toulouse 31, l'audace d'être différents

Sur ce premier semestre 2014, le Crédit Agricole Toulouse 31, plus que jamais en conquête de nouvelles clientèles, a également complété son dispositif commercial par la mise en œuvre d'une nouvelle politique de fidélisation de sa clientèle de particuliers, forte d'avantages commerciaux devant permettre de réduire l'attrition et d'accélérer la principalisation de la relation bancaire. Accompagnée par le déploiement de nouveaux outils et services, notamment l'application « Ma Banque » et la signature électronique sur tablettes en agence, la Caisse régionale confirme concrètement sa volonté d'apporter des solutions sur mesure, modulables et les mieux adaptées aux nouveaux besoins des clients.

Le 2nd semestre 2014 sera marqué par une actualité réglementaire chargée liée à la mise en place de l'Union Bancaire Européenne. Ainsi, la Caisse régionale Toulouse 31 restera attentive aux conclusions de l'AQR et des stress-tests qui en découleront.

3. Activité du 1er semestre 2014

3.1. Le fonds de commerce

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a accru sa base de clientèle au premier semestre de 2 884 clients, avec une contribution des jeunes de moins de 25 ans de 22%.

L'engagement mutualiste au 30 juin 2014 se concrétise par la progression du nombre de sociétaires (+2 016) depuis la fin de l'année 2013 pour atteindre au niveau de la Caisse régionale 140 397 sociétaires.

En corrélation avec les nouveaux clients, 2 603 dépôts à vue ont été ouverts sur le 1er semestre 2014.

3.2. La collecte

Sur une année glissante, l'encours global de la collecte clientèle est en progression de 1%, pour s'établir à un peu plus de 11 milliards d'euros, soit une collecte globale supplémentaire de 106 millions d'euros dont 3 millions d'euros relatifs à la collecte bilan.

- La collecte monétaire est en net repli, -2,9%, en raison du contexte de taux peu attractif.
- L'épargne bancaire continue de progresser de façon régulière avec une hausse des encours sur livrets à 2,9%, portée par le vif succès du livret sociétaire.
- Le compartiment des valeurs mobilières est en légère progression de +0,5%, la hausse des OPCVM CAM et des actions est compensée par la diminution d'OPCVM non CAM.

- L'assurance vie affiche une progression de 3,5% représentant 97 millions d'euros de variation annuelle nette.

3.3. Les crédits

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a distribué sur le 1er semestre 2014 plus de 497 millions d'euros de crédit à moyen terme sur l'ensemble de ses clientèles.

Dans un marché en repli, et malgré un niveau de taux historiquement bas, la Caisse Toulouse 31 enregistre un niveau de financement de l'habitat de 228 millions d'euros, conduisant à une stabilité de l'encours (+ 0,2%)

Son accompagnement des PME-PMI du département de la Haute-Garonne s'est également traduit par 112 millions d'euros de financement à moyen et long terme attribué sur le 1er semestre 2014. Le secteur des collectivités publiques, quant à lui, a été financé à hauteur de 87 millions d'euros après une année 2013 exceptionnelle.

La Caisse Régionale a montré également encore cette année qu'elle restait un important partenaire financier de l'agriculture, avec un niveau de financement qui atteint 28 millions d'euros en faveur des agriculteurs.

En dépit de sa volonté d'accompagner les projets, les encours de crédits sont en repli de 0,5%, conséquence d'un ralentissement marqué de la demande dans un environnement morose.

3.4. L'assurance de biens et de personnes

Le portefeuille d'assurance de la Caisse Régionale Toulouse 31 compte désormais plus de 180 600 contrats, c'est-à-dire que plus de 1 client bancaire sur 3 est assuré par la Caisse Régionale.

Sur le 1er semestre 2014, on retiendra sur le marché des Particuliers :

- la progression de 0,24 point du taux d'équipement des clients sur l'ensemble de l'offre ;
- la souscription de 904 contrats pour la gamme habitation ;
- la souscription de près de 869 contrats auto et deux roues soit une hausse annuelle de 3,3% ;
- la progression du nombre de contrats d'assurance de personnes (+1781) contrats, dans le cadre d'une démarche globale articulée par des ventes couplées épargne / assurance.

Sur le marché des professionnels, la Caisse Régionale propose également une gamme de produits d'assurance couvrant aussi bien l'outil de travail que l'exploitant et ses salariés. Avec 10 356 contrats d'assurances, au-delà d'un client professionnel sur 5 est assuré par la Caisse Régionale.

3.5. Les services

Concernant les particuliers, la Caisse Régionale se positionne face à l'évolution de ses clients en s'engageant sur des services adaptés. Le lancement de l'application « Ma Banque », qui contient de nouvelles fonctionnalités (Affichage des Titres, des Crédits, consultation des encours et des plafonds Cartes) illustre cet attachement. Par ailleurs, le stock de cartes est en croissance avec une augmentation de 1 276 cartes sur le 1^{er} semestre.

Outre la mise en place sur le 1^{er} semestre de l'offre modulaire « Comptes à composer » pour les professionnels qui permet de faciliter la gestion des comptes et le financement des besoins de trésorerie, la Caisse Régionale continue de soutenir ses artisans et commerçants avec des offres dédiées et adaptées à leurs besoins.

Par ailleurs, depuis le début d'année, la Caisse Régionale accompagne techniquement et opérationnellement l'ensemble de la clientèle professionnelle dans la mise en œuvre du SEPA dont l'application débute au 1^{er} aout 2014.

4. Les comptes consolidés du 30 juin

4.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au 1^{er} semestre 2014.

4.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est resté inchangé par rapport au 31 décembre 2013, la note 10 des annexes présente le périmètre complet.

4.3. Le compte de résultat consolidé

Le résultat net consolidé du 30 juin 2014 s'élève à 41,6 millions d'euros contre 33 millions d'euros au 30 juin 2013.

Il est principalement constitué des résultats de la Caisse Régionale (37,9 millions d'euros), des Caisses Locales (1,2 millions d'euros), des fonds dédiés (1,2 millions d'euros).

L'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée a un impact de 2,6 millions d'euros, et concernant le traitement des titres et des instruments dérivés, un impact négatif de -1,2 millions.

5. La structure financière

5.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ».

5.2. Les ratios prudentiels

Le ratio Bâle II s'élève à 18,5% au 31 décembre 2013.

Au 30 juin 2014 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Toulouse 31 a calculé un ratio transitoire Bâle qui s'élève à 16,73% (sous réserve d'approbation de l'organe central).

Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 138% au 31 décembre 2013 à 144% au 30 juin 2014.

5.3. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.3 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

6. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2014 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale de Crédit agricole de Toulouse 31 au 30 juin 2014. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

6.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

6.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la «politique de développement maîtrisé du crédit» applicable en 2014 a été validée par le Conseil d'Administration.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

Exposition

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------------|------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte) | 7 413 | 8 511 |
| Instruments dérivés de couverture | 32 293 | 34 454 |
| Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable) | 324 418 | 343 368 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes) | 107 066 | 15 431 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 6 736 841 | 6 793 010 |
| Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance | 305 526 | 216 111 |
| Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations) | 7 513 557 | 7 410 885 |
| Engagements de financement donnés (hors opérations internes) | 713 208 | 720 049 |
| Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes) | 221 485 | 253 705 |
| Provisions - Engagements par signature | -10 281 | -10 003 |
| Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions) | 924 412 | 963 751 |
| | | |
| Exposition maximale au risque de crédit | 8 437 969 | 8 374 636 |

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes et Prêts et créances sur la clientèle.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique (y compris opérations internes au CA)

| | 30/06/2014 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Administrations générales | 29 | 39 | 11 | | 18 |
| Banques centrales | 0 | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 119 820 | 0 | 0 | | 119 820 |
| Institutions non établissements de crédit | 963 107 | 2 420 | 1 572 | | 961 535 |
| Grandes entreprises | 1 005 064 | 56 165 | 47 682 | 37 261 | 920 121 |
| Clientèle de détail | 5 857 258 | 178 497 | 141 150 | 41 863 | 5 674 245 |
| Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 945 278 | 237 121 | 190 415 | 79 124 | 7 675 739 |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 7,6 milliers d'euros

| | 31/12/2013 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Administrations-générales (2) | 280 | 39 | 7 | | 273 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 543 612 | | | | 543 612 |
| Institutions non établissements de crédit | 851 767 | 2 227 | 1 219 | | 850 548 |
| Grandes entreprises | 1 005 420 | 52 665 | 43 213 | 47 307 | 914 900 |
| Clientèle de détail | 5 438 991 | 170 264 | 137 231 | 31 608 | 5 270 152 |
| Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 840 070 | 225 195 | 181 670 | 78 915 | 7 579 485 |

Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Dotations aux provisions et aux dépréciations | -59 308 | -97 085 | -43 358 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | -2 | |
| Prêts et créances | -56 666 | -92 000 | -40 584 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | -18 | | |
| Engagements par signature | -1 566 | -4 132 | -2 687 |
| Risques et charges | -1 058 | -951 | -87 |
| Reprises de provisions et de dépréciations | 48 496 | 79 424 | 34 277 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | 2 589 | 439 |
| Prêts et créances | 46 433 | 71 203 | 31 178 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | | 12 | 5 |
| Engagements par signature | 1 183 | 5 295 | 2 446 |
| Risques et charges | 880 | 325 | 209 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions | -10 812 | -17 661 | -9 081 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés | | 47 | |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | -357 | -580 | -149 |
| Récupérations sur prêts et créances amortis | 205 | 966 | 101 |
| Décotes sur crédits restructurés | -2 | -31 | -22 |
| Pertes sur engagements par signature | | | |
| Autres pertes | -10 | -52 | -41 |
| Coût du risque | -10 976 | -17 311 | -9 192 |

On constate une évolution des situations douteuses et litigieuses, liées au contexte de crise économique, associée à la volonté persistante de la Caisse régionale de conserver un niveau correct de provisionnement de ses créances douteuses (78,72%).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 0,2 M€ contre 0,8 M€ au 30 juin 2013.

6.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2014

Au 2^{ème} semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1^{er} semestre. Cependant, ce semestre sera marqué par une actualité réglementaire chargée liée à la mise en place de l'Union Bancaire Européenne. Aussi, la Caisse Régionale Toulouse 31 restera attentive aux conclusions de l'AQR et des stress-tests qui en découleront.

6.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise;

- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

6.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres définie en 2010 dans le cadre du plan stratégique 2014 de la Caisse Régionale, a été ajustée en 2013 et en 2014, pour tenir compte notamment des futures contraintes liées au ratio LCR (réglementation Bâle 3).

Au-delà d'un portefeuille à Moyen Long Terme et d'un portefeuille à Court Terme, il a été créé en 2013 un portefeuille spécifique à la gestion des titres éligibles aux réserves de liquidité du futur ratio LCR dont le développement s'est poursuivi en 2014, avec une structure qui a été revue. Enfin, un « portefeuille extinction » a été isolé, dans lequel on trouve les produits ne répondant plus à la politique financière de la Caisse Régionale (à noter que ce portefeuille est très marginal au sein de la gestion des excédents de fonds propres du Crédit Agricole de Toulouse).

Gestion du risque

Les dispositions essentielles en matière d'encadrement du risque de marché sont maintenues, et adaptées à la nouvelle structure des portefeuilles.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Au niveau global

- Une limite basée sur le stress scénario
- Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 mois)

Par portefeuille

- Une limite d'exposition par allocation
- Une limite opérationnelle sur le PNB potentiel généré
- Une limite d'exposition maximale sur le risque de change

Les seuils d'alerte :

- Un seuil d'alerte sur la limite Var (90% de la limite)
- Un seuil d'alerte sur la limite stress scénario (90% de la limite)
- Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global
- Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme
- Un seuil d'alerte sur la variation du marché action
- Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en termes d'exposition (portefeuille global) :

| Allocation | Exposition 30/06/14 (après couverture) | Exposition 31/12/13 (après couverture) |
|---|---|--|
| Monétaire | 5,2% (6,1%) | 39% (43,3%) |
| Obligations | 83,3% | 52,8% (48,5%) |
| Actions | 4,7 % (3,8%) | 4,6% |
| Diversifié | 6,8% | 3,6% |
| Total | 658,79 M€ | 639,97 M€ |
| VAR 1 mois 99% (PNB M€) (*) (Limite) | -5,8 (-10,6) | - 4,4 (-8) |

(*) Rentabilité pessimiste cumulée sur un mois.

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

6.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2014

La Caisse Régionale de Toulouse 31 entend poursuivre le développement et la diversification du portefeuille spécifique visant à constituer des réserves de liquidités pour répondre aux futures normes Bâle III (ratio LCR).

6.3. Gestion de bilan

6.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2014 fixées par le Conseil d'Administration du 28-02-2014).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite chaque trimestre de façon détaillée et une étude simplifiée est réalisée mensuellement entre chaque analyse détaillée. Cette analyse trimestrielle est présentée au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture financière des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

Au 30 juin 2014, dans un contexte de taux court terme bas et stables, l'exposition de la Caisse Régionale est modérée sur l'année à venir (gaps proche de -360 M€), elle est sensiblement réduite ensuite pour être nettement inférieure à -100 M€ entre la troisième et la dixième année.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

6.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

Toutefois, il convient de préciser qu'il peut subsister une exposition devise très marginale dans la gestion des excédents de fonds propres, au travers de certains OPCVM, libellés en Euros, mais qui peuvent détenir quelques instruments exposés aux devises dans leur portefeuille.

6.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances; et une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau «ratio standard».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Crédit/Collecte, la «Dépendance aux Marchés Financiers» et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

Gestion du risque

La Caisse Régionale maintient sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

Elle poursuit également la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

D'autre part, elle poursuit le développement de la gestion du futur ratio LCR (liquidity Coverage Ratio). Le ratio qui sera imposé réglementairement à partir du 01-01-2015 est d'ores et déjà largement respecté par la Caisse Régionale de Toulouse31.

Exposition

Ratio standard au 30-06-2014 : 144,3% (ratio au 31-12-2013 : 137,7%)

La limite court terme de la Caisse Régionale est de : 780 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 69,6% au 30-06-2014.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2014.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour maîtriser le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Le développement du portefeuille LCR sera poursuivi au second semestre 2014.

Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie) :*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2014. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2014.

6.4. Risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi l'actualisation annuelle de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe Crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2013.

7. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2013 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

7.1. Le contrôle permanent

Au 1^{er} semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-avant.

7.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1^{er} semestre, la Caisse régionale a poursuivi la mise en conformité de son stock de dossiers clients personnes physiques et a lancé un plan de mise en conformité des dossiers clients personnes morales. Elle a également adapté ses procédures d'entrée en relation pour en renforcer la conformité.

7.3. Le contrôle périodique

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer, de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes, de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1^{er} semestre 2014 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2014 en deux vagues.

Au titre du 1^{er} semestre 2014, le Département du Contrôle Périodique a finalisé 3 missions siège au titre du plan 2013 et engagé 8 nouvelles missions d'audit (3 au sein des agences spécialisés, 5 missions siège ou thématique) auxquelles se rajoute une mission de suivi contrôlé.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2014

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole Mutuel Toulouse 31 en date du 25 juillet 2014**

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| CADRE GENERAL | 23 |
| ETATS FINANCIERS CONSOLIDES | 24 |
| COMPTE DE RESULTAT | 24 |
| RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL | 25 |
| BILAN ACTIF | 26 |
| BILAN PASSIF | 27 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | 28 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 29 |
| NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES | 30 |
| 1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES | 30 |
| 2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE | 34 |
| 2.1. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période | 34 |
| 2.2. Ecart d'acquisition | 36 |
| 2.3. Parties liées | 36 |
| 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT | 37 |
| 3.1. Produits et Charges d'intérêts | 37 |
| 3.2. Commissions nettes | 37 |
| 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 38 |
| 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 41 |
| 3.5. Produits et charges nets des autres activités | 41 |
| 3.6. Charges générales d'exploitation | 41 |
| 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 42 |
| 3.8. Coût du risque | 43 |
| 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs | 43 |
| 3.10. Impôts | 44 |
| 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 46 |
| 4. INFORMATIONS SECTORIELLES | 49 |
| 5. NOTES RELATIVES AU BILAN | 49 |
| 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 49 |
| 5.2. Actifs financiers disponibles à la vente | 50 |
| 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 51 |
| 5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue | 54 |
| 5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers | 54 |
| 5.6. Exposition au risque souverain (si l'entité est concernée) | 55 |
| 5.7. Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle | 56 |
| 5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées | 57 |
| 5.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers | 57 |
| 5.10. Immeubles de placement | 59 |
| 5.11. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écart d'acquisition) | 60 |
| 5.12. Provisions | 62 |
| 5.13. Capitaux propres | 64 |
| 6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE | 65 |
| 7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS | 67 |
| 8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS | 67 |
| 8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût | 67 |
| 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur | 72 |
| 9. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES (NOUVELLES NORMES DE CONSOLIDATION) OU AUTRES EVENEMENTS (SI L'ENTITE EST CONCERNEE) | 75 |
| 10. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE | 75 |
| 11. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2014 | 75 |

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code NAF 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 3.1 | 151 431 | 315 721 | 155 921 |
| Intérêts et charges assimilées | 3.1 | -70 801 | -155 436 | -78 733 |
| Commissions (produits) | 3.2 | 62 528 | 124 107 | 61 685 |
| Commissions (charges) | 3.2 | -10 436 | -19 351 | -9 002 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 3.3 | 209 | 1 218 | -203 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 3.4 | 8 422 | 3 186 | 169 |
| Produits des autres activités | 3.5 | 402 | 2 115 | 550 |
| Charges des autres activités | 3.5 | -784 | -1 604 | -780 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 140 971 | 269 956 | 129 607 |
| Charges générales d'exploitation | 3.6 | -67 735 | -138 232 | -67 766 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | 3.7 | -2 839 | -6 076 | -2 800 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 70 397 | 125 648 | 59 041 |
| Coût du risque | 3.8 | -10 976 | -17 311 | -9 192 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 59 421 | 108 337 | 49 849 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3.9 | -33 | 3 | 9 |
| RESULTAT AVANT IMPOT | | 59 388 | 108 340 | 49 858 |
| Impôts sur les bénéfices | 3.10 | -17 814 | -39 569 | -16 862 |
| RESULTAT NET | | 41 574 | 68 771 | 32 996 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 1 | 1 | 1 |
| RESULTAT NET – PART DU GROUPE | | 41 573 | 68 770 | 32 995 |

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net | | 41 574 | 68 771 | 32 996 |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | | -769 | 376 | -300 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | | -769 | 376 | -300 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence | | 292 | -129 | 109 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | -477 | 247 | -191 |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | | 3903 | -7989 | -4985 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | | 33 | 293 | 204 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | | 3936 | -7696 | -4781 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence | | | | |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence | | -839 | 1527 | 562 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | 3097 | -6169 | -4219 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 3.11 | 2620 | -5922 | -4410 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 44194 | 62849 | 28586 |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | | 3 | 1 | 1 |
| Dont part du Groupe | | 44191 | 62848 | 28585 |

BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| Caisse, banques centrales | | 43 981 | 68 002 | 51 646 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.1 - 5.6 | 7 413 | 8 511 | 6 453 |
| Instruments dérivés de couverture | | 32 293 | 34 454 | 36 345 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 5.2 - 5.4 - | 682 543 | 700 330 | 665 790 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 5.3 - 5.5 - 5.6 | 961 867 | 804 197 | 1 010 091 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 5.3 - 5.5 - 5.6 | 6 713 872 | 6 775 288 | 6 777 337 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | 143 494 | 108 987 | 123 728 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 5.5 - 5.6 | 305 526 | 216 111 | 155 225 |
| Actifs d'impôts courants et différés | | 66 345 | 48 580 | 64 506 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | | 123 146 | 189 349 | 156 421 |
| Immeubles de placement | 5.10 | 2 930 | 2 986 | 3 046 |
| Immobilisations corporelles | 5.11 | 40 977 | 41 904 | 42 826 |
| Immobilisations incorporelles | 5.11 | 3 848 | 3 762 | 3 816 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 9 128 235 | 9 002 461 | 9 097 230 |

BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|-------|------------------|------------------|------------------|
| Banques centrales | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.1 | 1 655 | 2 516 | 2 701 |
| Instruments dérivés de couverture | | 170 633 | 136 490 | 158 234 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 5.7 | 4 315 018 | 4 197 468 | 4 090 370 |
| Dettes envers la clientèle | 5.7 | 3 163 456 | 3 225 496 | 3 277 332 |
| Dettes représentées par un titre | 5.8 | 126 133 | 138 448 | 293 554 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | 28 887 | 28 444 | 31 566 |
| Passifs d'impôts courants et différés | | 22 778 | 0 | 18 364 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | 126 558 | 135 074 | 119 343 |
| Provisions | 5.12 | 45 823 | 44 918 | 46 163 |
| Dettes subordonnées | 5.8 | 15 511 | 15 181 | 15 511 |
| TOTAL DETTES | | 8 016 452 | 7 924 035 | 8 053 138 |
| CAPITAUX PROPRES | | 1 111 783 | 1 078 426 | 1 044 092 |
| Capitaux propres - part du Groupe | | 1 111 636 | 1 078 282 | 1 043 951 |
| Capital et réserves liées | | 298 295 | 296 686 | 296 736 |
| Réserves consolidées | | 760 661 | 704 336 | 704 218 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 11 107 | 8 490 | 10 003 |
| Résultat de l'exercice | | 41 573 | 68 770 | 32 995 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 147 | 144 | 141 |
| TOTAL DU PASSIF | | 9 128 235 | 9 002 461 | 9 097 230 |

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| | Part du Groupe | | | | | Participations ne donnant pas le contrôle | | | | |
|---|---------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---|---|---|---|-----------------------------|
| | Capital et réserves liées | | | | | Capital réserves consolidées et résultat | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | Capitaux propres consolidés |
| | Capital | Primes et Réserves consolidées liées au capital (1) | Elimination des titres auto-détenus | Total Capital et Réserves consolidées | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | |
| Capitaux propres au 1er janvier 2013 | 152 484 | 855 034 | -3 052 | 1 004 466 | -269 | 14 681 | 0 | 0 | 0 | 1 018 878 |
| Augmentation de capital | 9 524 | | | 9 524 | | | | | | 9 524 |
| Variation des titres auto détenus | | -308 | | -308 | | | | | | -308 |
| Dividendes versés au 1er semestre 2013 | | -12 643 | | -12 643 | | | | | | -12 643 |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales | | | | | | | | | | 0 |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires | 9 524 | -12 643 | -308 | -3 427 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 427 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | -4 409 | -4 409 | 0 | 0 | 0 | -4 409 |
| Résultat du 1er semestre 2013 | | | | | 0 | 32 995 | 0 | 0 | 0 | 32 995 |
| Autres variations | | -86 | | -86 | | | | | | -86 |
| Capitaux propres au 30 juin 2013 | 162 008 | 842 305 | -3 360 | 1 000 953 | -460 | 10 463 | 0 | 0 | 0 | 1 043 951 |
| Augmentation de capital | -595 | | | -595 | | | | | | -595 |
| Variation des titres auto détenus | | 451 | | 451 | | | | | | 451 |
| Dividendes versés au 2ème semestre 2013 | | 229 | | 229 | | | | | | 229 |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | | -2 | | -2 | | | | | | 3 |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires | -595 | 680 | | 83 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 98 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | 438 | -1 951 | -1 513 | 0 | 0 | -1 513 |
| Résultat du 2nd semestre 2013 | | | | | 0 | 35 775 | 0 | 0 | 0 | 35 775 |
| Autres variations | | -24 | | -24 | | | | | | -24 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2013 | 161 423 | 842 279 | -2 680 | 1 001 022 | -22 | 8 512 | 0 | 0 | 0 | 1 078 282 |
| Affectation du résultat 2013 | | | | 68 770 | | | | | | 68 770 |
| Capitaux propres au 1er janvier 2014 | 161 423 | 842 279 | -2 680 | 1 069 792 | -22 | 8 512 | 0 | 0 | 0 | 1 078 282 |
| Augmentation de capital | 1 383 | -401 | | 982 | | | | | | 982 |
| Variation des titres auto détenus | | 628 | | 628 | | | | | | 628 |
| Dividendes versés au 1er semestre 2014 | | -12 767 | | -12 767 | | | | | | -12 767 |
| Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires | 1 383 | -13 168 | 628 | -11 157 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -11 157 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | -478 | 3 095 | 2 617 | 0 | 0 | 2 617 |
| Résultat du 1er semestre 2014 | | | | | 0 | 41 573 | 0 | 0 | 0 | 41 573 |
| Autres variations | | 321 | | 321 | | | | | | 321 |
| CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014 | 162 806 | 829 432 | -2 052 | 1 059 956 | -500 | 11 607 | 0 | 0 | 0 | 1 111 636 |

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) Une variation des réserves consolidées d'un montant de -106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| (en milliers d'euros) | 1er semestre 2014 | 1er semestre 2013 | 31/12/2013 |
|---|----------------------|----------------------|-----------------|
| Résultat avant impôts | 59 388 | 49 858 | 108 340 |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 2 839 | 2 800 | 6 076 |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | | | |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions | 13 161 | 14 675 | 23 282 |
| Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | | | |
| Résultat net des activités d'investissement | 17 | 29 | 35 |
| Résultat net des activités de financement | 317 | 775 | 1 112 |
| Autres mouvements | -1 002 | -4 521 | -5 522 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 15 332 | 13 758 | 24 983 |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | -8 241 | -125 428 | 137 210 |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | -12 723 | 304 101 | 243 617 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | -78 654 | -162 296 | -414 826 |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 61 264 | -14 353 | -35 748 |
| Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence | | | |
| Impôts versés (1) | -13 348 | -30 188 | -53 974 |
| Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | -51 702 | -28 164 | -123 721 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A) | 23 018 | 35 452 | 9 602 |
| Flux liés aux participations (2) | -793 | -435 | -3 035 |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -2 020 | -3 783 | -6 100 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B) | -2 813 | -4 218 | -9 135 |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3) | -10 837 | -3 024 | -2 869 |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4) | 13 | -10 519 | -11 186 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C) | -10 824 | -13 543 | -14 055 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | | | |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D) | 9 381 | 17 691 | -13 588 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 93 138 | 85 347 | 106 726 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | 67 994 | 48 111 | 48 111 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**) | 25 144 | 58 615 | 58 615 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 102 513 | 124 417 | 93 138 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | 43 977 | 51 627 | 67 994 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**) | 58 536 | 72 790 | 25 144 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 9 375 | 17 691 | -13 588 |

(*) composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

(**) composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Impôts versés : La variation provient des écarts de liquidation et des montants des acomptes versés au premier semestre.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2014 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a pris une participation dans la société CTCAM pour un montant de 114K€.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires pour un montant de 10 254 K€, le paiement par les Caisses Locales d'un intérêt aux parts sociales pour un montant de 2 511K€.

(4) Il n'y a pas eu d'émission de dette subordonnée au cours du premier semestre 2014.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2014 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2013 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|---|---|--|----------------------------------|
| Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IFRS 11 sur les partenariats | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Non |
| Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers | 13 décembre 2012 (UE n°1256/2012) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités | 04 avril 2013 (UE n°313/2013) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendement des normes IFRS 10 et 12 par rapport aux entreprises d'investissement | 20 novembre 2013 (UE n°1174/2013) | 1 ^{er} janvier 2014 | Non |
| Amendement de la norme IAS 36 sur les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers | 19 décembre 2013 (UE n°1374/2013) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendements de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, par rapport à la comptabilisation et l'évaluation de la novation de dérivés et le maintien de la comptabilité de couverture | 19 décembre 2013 (UE n°1375/2013) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |

Les normes de consolidation, IFRS 10, 11 et 12 et IAS 28 amendée, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Elles sont d'application rétrospective. Elles conduisent à revoir la nature des intérêts détenus au regard des nouveaux critères de contrôle, de l'évolution de la méthode de consolidation en cas de contrôle conjoint, et des informations à communiquer en annexe.

La norme IFRS 10 se substitue à IAS 27 et SIC 12 et définit un cadre d'analyse commun du contrôle reposant sur trois critères cumulatifs :

- (1) la détention du pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité visée,
- (2) l'exposition ou la détention de droits sur les rendements variables et
- (3) la capacité d'exercer le pouvoir pour influencer sur le montant des rendements.

La première application d'IFRS 10 n'a pas eu d'impact dans le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31.

La norme IFRS 11 se substitue à IAS 31 et SIC 13. Elle précise les modalités d'exercice du contrôle conjoint à travers deux formes de partenariat, l'activité conjointe et la co-entreprise. Dans les activités conjointes, les co-participants doivent reconnaître les actifs et les passifs au prorata de leurs droits et obligations. A contrario, les co-entreprises dans lesquelles les co-entrepreneurs se partagent les droits sur l'actif net ne sont plus consolidées par intégration proportionnelle, mais sont mises en équivalence conformément à la norme IAS 28 amendée.

Au 30 juin 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'intervient pas en qualité de co-entrepreneur dans d'autres entités.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

| Normes, Amendements ou Interprétations | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|---|---|--|----------------------------------|
| Interprétation IFRIC 21 sur les droits et taxes | 13 juin 2014 (UE n°634/2014) | 1er janvier 2015 | Oui |

L'interprétation d'IFRIC 21 donne des précisions sur la comptabilisation des droits, taxes et autres prélèvements publics qui relèvent d'IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (hors amendes et pénalités, et hors impôts sur les sociétés régis par IAS 12). Elle permet notamment de clarifier :

- la date à laquelle ces droits et taxes doivent être enregistrés,
- et si l'enregistrement peut être progressif (étalement) au cours de l'exercice ou pas.

Au regard de ces clarifications, la mise en œuvre d'IFRIC 21 pourrait avoir pour effet de changer le fait générateur d'enregistrement de certains droits et taxes (décalage de la date de l'enregistrement d'un exercice à l'autre et/ou fin de l'étalement sur la durée de l'exercice). Le recensement des droits et taxes concernés et le chiffrage des impacts est en cours.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2014.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2014 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. *Principales opérations de structure et événements significatifs de la période*

- **Garanties spécifiques apportées par les Caisses Régionales à Crédit Agricole SA (Switch)**

Par avenant signé le 19 décembre 2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ainsi que les autres Caisses Régionales et Crédit Agricole SA ont décidé d'étendre l'assiette des garanties déjà accordées par les Caisses Régionales à Crédit Agricole S.A. le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et permettent désormais un transfert des exigences prudentielles s'appliquant à la fois aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Le montant garanti par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'élève à 377 916 milliers d'euros, 232 442 milliers au titre des CCI/CCA et 145 474 milliers d'euros au titre de Crédit Agricole Assurances (CAA).

En parallèle, le 2 janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a remboursé l'intégralité du solde de l'avance d'actionnaires consentie par les Caisses Régionales et des titres de capital hybride dits "T3CJ" souscrits par elles, soit un total de 22 580 milliers d'euros pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31.

À compter du 2 janvier 2014, les garanties transfèrent ainsi aux Caisses Régionales le risque de baisse de la valeur de mise en équivalence (VME) des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

La garantie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 couvre un montant fixe de valeur de mise en équivalence de 377 916 milliers d'euros.

Cette garantie est assortie d'un dépôt de garantie de 127 615 milliers d'euros qui permet de reconstituer sur le long terme la liquidité remboursée au titre des T3CJ et de l'avance d'actionnaires et de fournir un surcroît de ressources longues.

Les dépôts de garantie versés par l'ensemble des Caisses Régionales sont calibrés pour matérialiser l'économie globale de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A.

En cas de baisse de la valeur de mise en équivalence globale, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 supporte une quote-part de la perte de valeur à hauteur de son engagement maximum de 377 916 milliers d'euros, avec une clause de retour à meilleure fortune.

Si la garantie est activée, l'indemnisation correspondante est prélevée par Crédit Agricole S.A. sur le dépôt de garantie qui est alors reconstitué par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à hauteur d'une quote-part contractuelle de la nouvelle exigence prudentielle globale.

L'échéance des garanties globales reste identique (1er mars 2027), mais certaines facultés de résiliation anticipées totales ou partielles, notamment à la main du bénéficiaire, ont été introduites.

Le mécanisme général du dispositif est similaire au premier volet de l'opération, mais la substance du contrat s'analyse désormais comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable de la garantie globale est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et sa rémunération est comptabilisée en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte à l'échéance, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel de la garantie globale, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seront respectivement reconnus en Coût du risque.

2.2. *Ecarts d'acquisition*

Pas d'écart d'acquisition constaté.

2.3. *Parties liées*

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salarié ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1er semestre 2014 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

0,8 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
1,4 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
0,3 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

Au 30 juin 2014, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 7,5 M€.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 1 825 | 4 337 | 2 329 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 15 531 | 32 563 | 14 427 |
| Sur opérations avec la clientèle | 119 448 | 254 725 | 127 008 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente | 2 712 | 4 214 | 2 408 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 1 508 | 3 327 | 1 629 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 10 407 | 16 555 | 8 120 |
| Sur opérations de location-financement | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | |
| Produits d'intérêts (1) (2) | 151 431 | 315 721 | 155 921 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | -1 433 | -4 144 | -2 419 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | -24 866 | -53 782 | -27 605 |
| Sur opérations avec la clientèle | -19 304 | -39 456 | -20 392 |
| Sur dettes représentées par un titre | -573 | -1 826 | -1 142 |
| Sur dettes subordonnées | -317 | -1 112 | -775 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | -24 298 | -54 935 | -26 316 |
| Sur opérations de location-financement | | | |
| Autres intérêts et charges assimilées | -10 | -181 | -84 |
| Charges d'intérêts | -70 801 | -155 436 | -78 733 |

(1) dont 4 925 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 70709000, 70709200, 70619200 et 70519000) au 30 juin 2014 contre 9 998 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 5 178 milliers d'euros au 30 juin 2013.

(2) dont 2 137 milliers d'euros au 30 juin 2014 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 4 548 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 2 363 milliers d'euros au 30 juin 2013.

3.2. Commissions nettes

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | | 31/12/2013 | | | 30/06/2013 | | |
|--|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 168 | -1 | 167 | 288 | -2 | 286 | 142 | -1 | 141 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 11 335 | -6 507 | 4 828 | 25 855 | -11 255 | 14 600 | 13019 | -5 454 | 7 565 |
| Sur opérations avec la clientèle | 17 011 | -461 | 16 550 | 28 106 | -919 | 27 187 | 13552 | -364 | 13 188 |
| Sur opérations sur titres | | | 0 | | | 0 | | | 0 |
| Sur opérations de change | 45 | | 45 | 142 | | 142 | 94 | | 94 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | | -5 | -5 | 143 | -10 | 133 | 23 | -9 | 14 |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 33 030 | -3 430 | 29 600 | 67 771 | -7 081 | 60 690 | 34021 | -3 132 | 30 889 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 939 | -32 | 907 | 1 802 | -84 | 1 718 | 834 | -42 | 792 |
| Produits nets des commissions | 62 528 | -10 436 | 52 092 | 124 107 | -19 351 | 104 756 | 61 685 | -9 002 | 52 683 |

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|------------|--------------|-------------|
| Dividendes reçus | | | |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature | 64 | 990 | -310 |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option | 3 | -22 | -22 |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 142 | 284 | 144 |
| Résultat de la comptabilité de couverture | 0 | -34 | -15 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 209 | 1 218 | -203 |

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | |
|--|---------------|---------------|----------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 9 082 | 9 082 | - |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 7 667 | 9 070 | - 1 403 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 1 415 | 12 | 1 403 |
| Couvertures de flux de trésorerie | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 63 394 | 63 394 | - |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 34 507 | 443 | 34 064 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 28 887 | 62 951 | - 34 064 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | - | - | - |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 72 476 | 72 476 | - |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2013 | | |
|--|----------------|----------------|-------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 23 999 | 24 033 | - 34 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 9 021 | 15 012 | - 5 991 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 14 978 | 9 021 | 5 957 |
| Couvertures de flux de trésorerie | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 194 564 | 194 564 | - |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 149 429 | 195 139 | - 45 710 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 45 135 | - 575 | 45 710 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | - | - | - |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 218563 | 218597 | -34 |

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | |
|--|----------------|----------------|-------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 25 929 | 25 945 | - 16 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 11 022 | 14 923 | - 3 901 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 14 907 | 11 022 | 3 885 |
| Couvertures de flux de trésorerie | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | - | - | - |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 212 741 | 212 740 | 1 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 164 327 | 198 418 | - 34 091 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 48 414 | 14 322 | 34 092 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | - | - | - |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | - | - | - |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 238 670 | 238 685 | - 15 |

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|--------------|--------------|------------|
| Dividendes reçus | 8 549 | 360 | 109 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1) | -123 | 3 470 | 620 |
| Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) | -4 | -644 | -560 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances | | | |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 8 422 | 3 186 | 169 |

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

En 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a déprécié durablement le titre CA-Innove pour un montant de 3,5K€ et une reprise sur le titre SACAM International a été constatée pour 545K€.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|-------------|------------|-------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation | | | |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance | | | |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance | | | |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance | | | |
| Produits nets des immeubles de placement | -56 | -119 | -57 |
| Autres produits (charges) nets | -326 | 630 | -173 |
| Produits (charges) des autres activités | -382 | 511 | -230 |

3.6. Charges générales d'exploitation

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| Charges de personnel | -41 295 | -81 758 | -40 293 |
| Impôts et taxes | -3 482 | -6 923 | -3 106 |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | -22 958 | -49 551 | -24 367 |
| Charges générales d'exploitation | -67 735 | -138 232 | -67 766 |

Détail des charges de personnel

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Salaires et traitements | -21 552 | -41 449 | -20 828 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies) | -2 310 | -4 780 | -2 381 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies) | -149 | -1 372 | -163 |
| Autres charges sociales | -7 582 | -16 336 | -7 781 |
| Intéressement et participation | -4 856 | -8 262 | -4 237 |
| Impôts et taxes sur rémunération | -4 846 | -9 559 | -4 903 |
| Total Charges de personnel | -41 295 | -81 758 | -40 293 |

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dotations aux amortissements | -2 839 | -6 076 | -2 800 |
| - immobilisations corporelles | -2 804 | -5 800 | -2 657 |
| - immobilisations incorporelles | -35 | -276 | -143 |
| Dotations aux dépréciations | 0 | 0 | 0 |
| - immobilisations corporelles | | | |
| - immobilisations incorporelles | | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | -2 839 | -6 076 | -2 800 |

3.8. Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Dotations aux provisions et aux dépréciations | -59 308 | -97 085 | -43 358 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | -2 | |
| Prêts et créances | -56 666 | -92 000 | -40 584 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | -18 | | |
| Engagements par signature | -1 566 | -4 132 | -2 687 |
| Risques et charges | -1 058 | -951 | -87 |
| Reprises de provisions et de dépréciations | 48 496 | 79 424 | 34 277 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | 2 589 | 439 |
| Prêts et créances | 46 433 | 71 203 | 31 178 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | | 12 | 5 |
| Engagements par signature | 1 183 | 5 295 | 2 446 |
| Risques et charges | 880 | 325 | 209 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions | -10 812 | -17 661 | -9 081 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés | | 47 | |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | -357 | -580 | -149 |
| Récupérations sur prêts et créances amortis | 205 | 966 | 101 |
| Décotes sur crédits restructurés | -2 | -31 | -22 |
| Pertes sur engagements par signature | | | |
| Autres pertes | -10 | -52 | -41 |
| Coût du risque | -10 976 | -17 311 | -9 192 |

La variation du coût du risque entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2013 s'explique par une hausse des provisions sur créances douteuses et litigieuses, compensée par une légère baisse des dotations aux provisions collectives et sectorielles.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|------------|------------|------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | -33 | 3 | 9 |
| Plus-values de cession | 17 | 34 | 9 |
| Moins-values de cession | -50 | -31 | |
| Titres de capitaux propres consolidés | 0 | 0 | 0 |
| Plus-values de cession | | | |
| Moins-values de cession | | | |
| Produits (charges) nets sur opérations de regroupement | | | |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | -33 | 3 | 9 |

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt courant | -18 584 | -39 311 | -19 002 |
| Charge d'impôt différé | 770 | -258 | 2 140 |
| Charge d'impôt de la période | -17 814 | -39 569 | -16 862 |

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2014

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|---|--------|---------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 59 388 | 38% | 22 567 |
| Effet des différences permanentes | | | -2 745 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | -387 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -365 |
| Effet des autres éléments | | | -1 256 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 30,00% | 17 814 |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2014.

Au 31 décembre 2013

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|---|---------|--------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 108 340 | 38% | 41 169 |
| Effet des différences permanentes | | | -711 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | 639 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -570 |
| Effet des autres éléments | | | -958 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 36,52% | 39 569 |

Au 30 juin 2013

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|---|--------|--------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 49 858 | 36,10% | 17 999 |
| Effet des différences permanentes | | | -10 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | 63 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -448 |
| Effet des autres éléments | | | -742 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 33,82% | 16 862 |

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|---|--------------|---------------|---------------|
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | 0 | 0 | 0 |
| Ecart de réévaluation de la période | | | |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | 3 903 | -7 989 | -4 985 |
| Ecart de réévaluation de la période | 3 781 | -4 525 | -4 370 |
| Transfert en résultat | 122 | -3 464 | -615 |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | 33 | 293 | 204 |
| Ecart de réévaluation de la période | 33 | 260 | 186 |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | 33 | 18 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | 0 | 0 | 0 |
| Ecart de réévaluation de la période | | | |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence | -839 | 1 527 | 562 |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | 3 097 | -6 169 | -4 219 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | -769 | 376 | -300 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence | 292 | -129 | 109 |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -477 | 247 | -191 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 2 620 | -5 922 | -4 410 |
| Dont part Groupe | 2618 | -5922 | -4410 |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | 2 | | |

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

| | 30/06/2014 | | | | Variation | | | | 31/12/2013 | | | |
|---|------------|--------|-------------|----------------------|-----------|-------|-------------|----------------------|------------|--------|-------------|----------------------|
| | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe |
| | | | | | | | | | | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | 13 758 | -1 859 | 11 899 | 11 896 | 3 903 | -828 | 3 075 | 3 073 | 9 855 | -1 031 | 8 824 | 8 823 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | -441 | 152 | -289 | -289 | 33 | -11 | 22 | 22 | -474 | 163 | -311 | -311 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | 13 317 | -1 707 | 11 610 | 11 607 | 3 936 | -839 | 3 097 | 3 095 | 9 381 | -868 | 8 513 | 8 512 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | 13 317 | -1 707 | 11 610 | 11 607 | 3 936 | -839 | 3 097 | 3 095 | 9 381 | -868 | 8 513 | 8 512 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes actuels sur avantages post emploi | -839 | 340 | -499 | -499 | -769 | 292 | -477 | -477 | -70 | 48 | -22 | -22 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | -839 | 340 | -499 | -499 | -769 | 292 | -477 | -477 | -70 | 48 | -22 | -22 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -839 | 340 | -499 | -499 | -769 | 292 | -477 | -477 | -70 | 48 | -22 | -22 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 12 478 | -1 367 | 11 111 | 11 108 | 3 167 | -547 | 2 620 | 2 618 | 8 611 | -820 | 7 791 | 7 789 |

| | 31/12/2013 | | | | Variation | | | | 31/12/2012 | | | |
|---|------------|--------|-------------|----------------------|-----------|-------|-------------|----------------------|------------|--------|-------------|----------------------|
| | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe |
| | | | | | | | | | | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | 9 855 | -1 031 | 8 824 | 8 823 | -7 989 | 1 629 | -6 360 | -6 360 | 17 844 | -2 660 | 15 184 | 15 183 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | -474 | 163 | -311 | -311 | 293 | -102 | 191 | 191 | -767 | 265 | -502 | -502 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | 9 381 | -868 | 8 513 | 8 512 | -7 696 | 1 527 | -6 169 | -6 169 | 17 077 | -2 395 | 14 682 | 14 681 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | 9 381 | -868 | 8 513 | 8 512 | -7 696 | 1 527 | -6 169 | -6 169 | 17 077 | -2 395 | 14 682 | 14 681 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes actuels sur avantages post emploi | -70 | 48 | -22 | -22 | 376 | -129 | 247 | 247 | -446 | 177 | -269 | -269 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | -70 | 48 | -22 | -22 | 376 | -129 | 247 | 247 | -446 | 177 | -269 | -269 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -70 | 48 | -22 | -22 | 376 | -129 | 247 | 247 | -446 | 177 | -269 | -269 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 9 311 | -820 | 8 491 | 8 490 | -7 320 | 1 398 | -5 922 | -5 922 | 16 631 | -2 218 | 14 413 | 14 412 |

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|--------------|--------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 7 413 | 8 511 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | |
| Valeur au bilan | 7 413 | 8 511 |
| <i>Dont Titres prêtés</i> | | |

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|--------------|--------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 0 | 0 |
| - Effets publics et valeurs assimilées | | |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| - Actions et autres titres à revenu variable | | |
| Instruments dérivés | 7 413 | 8 511 |
| Valeur au bilan | 7 413 | 8 511 |

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|--------------|--------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 1 655 | 2 516 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | |
| Valeur au bilan | 1 655 | 2 516 |

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|--------------|--------------|
| Titres vendus à découvert | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes représentées par un titre | | |
| Dettes envers la clientèle | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | | |
| Instruments dérivés | 1 655 | 2 516 |
| Valeur au bilan | 1 655 | 2 516 |

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | | 31/12/2013 | | |
|--|------------------|---|---|------------------|---|---|
| | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres |
| Effets publics et valeurs assimilées | 136 882 | 117 | -999 | 49 786 | | 390 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 187 536 | 4 562 | -156 | 293 582 | 3 214 | 1 260 |
| Actions et autres titres à revenu variable (2) | 26 855 | 1 508 | -112 | 27 474 | 1 179 | 108 |
| Titres de participation non consolidés | 331 270 | 9 399 | -551 | 329 488 | 7 794 | 570 |
| Total des titres disponibles à la vente | 682 543 | 15 586 | -1 818 | 700 330 | 12 187 | 2 328 |
| Créances disponibles à la vente | | | | | | |
| Total des créances disponibles à la vente | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1) | 682 543 | 15 586 | -1 818 | 700 330 | 12 187 | 2 328 |
| Impôts | | -2 511 | 437 | | -1 489 | -460 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts) | | 13 075 | -1 381 | | 10 698 | 1 868 |

(1) Dont 14 859 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances.

(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 257 898 milliers d'euros au 30 juin 2014 montant identique à celui du 31 décembre 2013.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|----------------|----------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et prêts | 105 761 | 11 649 |
| dont comptes ordinaires débiteurs sains | 1 879 | 6 649 |
| dont comptes et prêts au jour le jour sains | | |
| Valeurs reçues en pension | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | 1 165 | 1 173 |
| Titres non cotés sur un marché actif | | |
| Autres prêts et créances | | |
| Valeur brute | 106 926 | 12 822 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit | 106 926 | 12 822 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires | 60 436 | 21 862 |
| Comptes et avances à terme | 773 999 | 749 006 |
| Prêts subordonnés | 20 506 | 20 507 |
| Titres non cotés sur un marché actif | | |
| Valeur brute | 854 941 | 791 375 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole | 854 941 | 791 375 |
| Valeur au bilan | 961 867 | 804 197 |

Prêts et créances sur la clientèle

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------------|------------------|
| Opérations avec la clientèle | | |
| Créances commerciales | 20 260 | 24 913 |
| Autres concours à la clientèle | 6 900 112 | 6 939 300 |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | | 7 536 |
| Titres non cotés sur un marché actif | 1 761 | 1 726 |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Créances nées d'opérations de réassurance | | |
| Avances en comptes courants d'associés | 14 856 | 22 437 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 46 422 | 39 961 |
| Valeur brute | 6 983 411 | 7 035 873 |
| Dépréciations | 269 539 | 260 585 |
| Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle | 6 713 872 | 6 775 288 |
| Valeur au bilan | 6 713 872 | 6 775 288 |

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| Administrations générales | 29 | 29 | -11 | | 18 |
| Banques centrales | | | | | |
| Etablissements de crédit | 106 926 | 0 | 0 | | 106 926 |
| Institutions non établissements de crédit | 859 472 | 2 420 | -1 572 | | 857 900 |
| Grandes entreprises | 896 914 | 56 165 | -47 682 | -37 261 | 811 971 |
| Clientèle de détail | 5 226 996 | 178 497 | -141 150 | -41 863 | 5 043 983 |
| Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 090 337 | 237 111 | -190 415 | -79 124 | 6 820 798 |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 7,6 milliers d'euros

| | 31/12/2013 | | | | |
|---|------------------|--|--------------------------------|------------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Administrations-générales (2) | 273 | 39 | -7 | | 266 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 12 822 | | | | 12 822 |
| Institutions non établissements de crédit | 850 548 | 2 227 | -1 219 | | 849 329 |
| Grandes entreprises | 914 900 | 52 665 | -43 213 | -47 307 | 824 380 |
| Clientèle de détail | 5 270 152 | 170 264 | -137 231 | -31 608 | 5 101 313 |
| Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 048 695 | 225 195 | -181 670 | -78 915 | 6 788 110 |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 9,1 milliers d'euros

5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas transféré d'actif au cours du 1^{er} semestre 2014.

5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2013 Retraité | Variation de périmètre | Dotations | Reprises et utilisations | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2014 |
|--|------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------------|------------------------|----------------------|-----------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | | | | | | 0 |
| Créances sur la clientèle | -260 585 | | -60 970 | 52 016 | | | -269 539 |
| dont dépréciations collectives | -78 915 | | -17 971 | 17 762 | | | -79 124 |
| Opérations de location financement | | | | | | | 0 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | 0 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | -14 857 | | -10 | 2 | | | -14 865 |
| Autres actifs financiers | -296 | | -18 | | | | -314 |
| Total Dépréciations des actifs financiers | -275 738 | 0 | -60 998 | 52 018 | 0 | 0 | -284 718 |

5.6. Exposition au risque souverain

Expositions significatives au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Activité bancaire

| 30/06/2014 | Expositions nettes Activité bancaire nettes de dépréciations | | | | | Total activité banque Brut de couvertures | Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente (2) | Total Activité Banque Net de couvertures |
|-----------------------|--|--|-----------------------|--|---|--|--|--|
| (en milliers d'euros) | Dont portefeuille bancaire | | | | Dont portefeuille de négociation (hors dérivés) | | | |
| | Actifs à la juste valeur par résultat | Actifs financiers disponibles à la vente | Prêts et créances (1) | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | | |
| Autriche | | 4 366 | | | | 4 366 | | 4 366 |
| Belgique | | 16 328 | | | | 16 328 | | 16 328 |
| Espagne | | | | | | | | |
| Etats Unis | | | | | | | | |
| France | | 116 188 | | 186 956 | | 303 144 | | 303 144 |
| Grèce | | | | | | | | |
| Irlande | | | | | | | | |
| Italie | | | | | | | | |
| Japon | | | | | | | | |
| Portugal | | | | | | | | |
| Total | 0 | 136 882 | 0 | 186 956 | 0 | 323 838 | 0 | 323 838 |

(1) Hors créances d'impôts différés

(2) Pas de couverture sur les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur le trading

| 31/12/2013 | Expositions nettes Activité bancaire nettes de dépréciations | | | | | Total activité banque Brut de couvertures | Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente (2) | Total Activité Banque Net de couvertures |
|-----------------------|--|--|-----------------------|--|---|--|--|--|
| (en milliers d'euros) | Dont portefeuille bancaire | | | | Dont portefeuille de négociation (hors dérivés) | | | |
| | Actifs à la juste valeur par résultat | Actifs financiers disponibles à la vente | Prêts et créances (1) | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | | |
| Allemagne | | | | | | | | |
| Belgique | | | | | | | | |
| Espagne | | | | | | | | |
| Etats Unis | | | | | | | | |
| France | | 49 786 | | 127 745 | | 177 531 | | 177 531 |
| Grèce | | | | | | | | |
| Irlande | | | | | | | | |
| Italie | | | | | | | | |
| Japon | | | | | | | | |
| Portugal | | | | | | | | |
| Total | 0 | 49 786 | 0 | 127 745 | 0 | 177 531 | 0 | 177 531 |

(1) Hors créances d'impôts différés

(2) Pas de couverture sur les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur le trading

5.7. Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|------------------|------------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et emprunts | 4 983 | 4 530 |
| dont comptes ordinaires créditeurs | 3 775 | 3 357 |
| dont comptes et emprunts au jour le jour | | |
| Valeurs données en pension | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Total | 4 983 | 4 530 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | 1 |
| Comptes ordinaires créditeurs | | |
| Comptes et avances à terme | 4 310 035 | 4 192 937 |
| Total | 4 310 035 | 4 192 937 |
| Valeur au bilan | 4 315 018 | 4 197 468 |

Dettes envers la clientèle

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 745 700 | 1 850 594 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 34 448 | 29 839 |
| Autres dettes envers la clientèle | 1 383 308 | 1 345 063 |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | | |
| Valeur au bilan | 3 163 456 | 3 225 496 |

5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|----------------|----------------|
| Dettes représentées par un titre | | |
| Bons de caisse | | |
| Titres du marché interbancaire | | |
| Titres de créances négociables | 126 133 | 138 448 |
| Emprunts obligataires | | |
| Autres dettes représentées par un titre | | |
| Valeur au bilan | 126 133 | 138 448 |
| Dettes subordonnées | | |
| Dettes subordonnées à durée déterminée | 15 511 | 15 181 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | | |
| Dépôt de garantie à caractère mutuel | | |
| Titres et emprunts participatifs | | |
| Valeur au bilan | 15 511 | 15 181 |

5.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs Financiers

| 30/06/2014 | Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
|------------------------------------|--|--|---|--|--|---|
| Nature des opérations | Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement | Montants net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| | | | | Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre | Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont | |
| (en milliers) | (a) | (b) | (c)=(a)-(b) | (d) | | (e)=(c)-(d) |
| Dérivés | 33 752 | | 33 752 | 32 308 | | 1 444 |
| Prises en pension | | | 0 | | | 0 |
| Prêts de titres | | | 0 | | | 0 |
| instruments financiers | | | 0 | | | 0 |
| Total des actifs financiers soumis | 33 752 | 0 | 33 752 | 32 308 | 0 | 1 444 |

| 31/12/2013 | Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
|------------------------------------|--|--|---|--|--|---|
| Nature des opérations | Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement | Montants net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| | | | | Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre | Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont | |
| (en milliers | (a) | (b) | (c)=(a)-(b) | (d) | | (e)=(c)-(d) |
| Dérivés | 40 023 | | 40 023 | 34 713 | | 5 310 |
| Prises en pension | | | 0 | | | 0 |
| Prêts de titres | | | 0 | | | 0 |
| instruments financiers | | | 0 | | | 0 |
| Total des actifs financiers soumis | 40 023 | 0 | 40 023 | 34 713 | 0 | 5 310 |

Compensation – Passifs Financiers

| 30/06/2014 | Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
|--|---|---|--|---|--|---|
| Nature des opérations | Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement | Montants net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| | | | | Montants bruts des actifs financiers relevant de convention | Montants des autres instruments financiers donnés en | |
| (en milliers d'euros) | (a) | (b) | (c)=(a)-(b) | (d) | | (e)=(c)-(d) |
| Dérivés | 172 137 | | 172 137 | 32 308 | | 139 829 |
| Mises en pension de titres | | | 0 | | | 0 |
| Emprunts de titres | | | 0 | | | 0 |
| Autres instruments financiers | | | 0 | | | 0 |
| Total des passifs financiers soumis à compensation | 172 137 | 0 | 172 137 | 32 308 | 0 | 139 829 |

| 31/12/2013 | Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires | | | | | |
|--|---|---|--|---|--|---|
| Nature des opérations | Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation | Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement | Montants net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse | Autres montants compensables sous conditions | | Montant net après l'ensemble des effets de compensation |
| | | | | Montants bruts des actifs financiers relevant de convention | Montants des autres instruments financiers donnés en | |
| (en milliers d'euros) | (a) | (b) | (c)=(a)-(b) | (d) | | (e)=(c)-(d) |
| Dérivés | 138 761 | | 138 761 | 34 713 | | 104 048 |
| Mises en pension de titres | | | 0 | | | 0 |
| Emprunts de titres | | | 0 | | | 0 |
| Autres instruments financiers | | | 0 | | | 0 |
| Total des passifs financiers soumis à compensation | 138 761 | 0 | 138 761 | 34 713 | 0 | 104 048 |

5.10. Immeubles de placement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2013 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30/06/2014 |
|---------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute | 5 175 | | | | | | 5 175 |
| Amortissements et dépréciations | -2 189 | | -56 | | | | -2 245 |
| Valeur au bilan (1) | 2 986 | 0 | -56 | 0 | 0 | 0 | 2 930 |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2012 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 31/12/2013 |
|---------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute | 5 176 | | 19 | -20 | | | 5 175 |
| Amortissements et dépréciations | -2 091 | | -112 | 14 | | | -2 189 |
| Valeur au bilan (1) | 3 085 | 0 | -93 | -6 | 0 | 0 | 2 986 |

La valeur des immeubles de placement est estimée "à dire d'expert".

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 2 930 milliers d'euros au 30 juin 2014 contre 2 986 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 3 085 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

Juste valeur des immeubles de placement par modèle de valorisation

| (en milliers d'euros) | Valeur de marché estimée au 30/06/2014 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|--|--|---|---|
| Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan | | | | |
| Immeubles de placement | 5 175 | | 5 175 | |
| Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée | 5 175 | 0 | 5 175 | 0 |

| (en milliers d'euros) | Valeur de marché estimée au 31/12/2013 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|--|--|---|---|
| Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan | | | | |
| Immeubles de placement | 5 175 | | 5 175 | |
| Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée | 5 175 | 0 | 5 175 | 0 |

5.11. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

| (en milliers d'euros) | 31/12/2013 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30/06/2014 |
|---|---------------|----------------------------|--|---|------------------------|----------------------|---------------------|
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 128 210 | | 1 890 | -171 | | | 129 929 |
| Amortissements et dépréciations (1) | -86 306 | | -2 804 | 158 | | | -88 952 |
| Valeur au bilan | 41 904 | 0 | -914 | -13 | 0 | 0 | 40 977 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 12 794 | | 168 | -47 | | | 12 915 |
| Amortissements et dépréciations | -9 032 | | -35 | | | | -9 067 |
| Valeur au bilan | 3 762 | 0 | 133 | -47 | 0 | 0 | 3 848 |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

| (en milliers d'euros) | 01/01/2013 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 31/12/2013 |
|---|---------------|----------------------------|--|---|------------------------|----------------------|---------------------|
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 125 727 | | 5 995 | -3 512 | | | 128 210 |
| Amortissements et dépréciations (1) | -83 984 | | -5 800 | 3 478 | | | -86 306 |
| Valeur au bilan | 41 743 | 0 | 195 | -34 | 0 | 0 | 41 904 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 12684 | | 131 | -21 | | | 12 794 |
| Amortissements et dépréciations | -8777 | | -276 | 21 | | | -9 032 |
| Valeur au bilan | 3907 | 0 | -145 | 0 | 0 | 0 | 3 762 |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

5.12. Provisions

| (en milliers d'euros) | 31/12/2013 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2014 |
|--|---------------|-------------------------|--------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne logement | 5 487 | | 322 | | -243 | | | 5 566 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 10 003 | | 1 566 | -105 | -1 183 | | | 10 281 |
| Risques opérationnels | 7 349 | | | | | | | 7 349 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) (2) | 2 752 | | 450 | | | | 346 | 3 548 |
| Litiges divers | 7 385 | | 476 | -93 | -831 | | | 6 937 |
| Participations | | | | | | | | |
| Restructurations | | | | | | | | |
| Autres risques | 11 942 | | 2 468 | -2 137 | -131 | | | 12 142 |
| Total | 44 918 | 0 | 5 282 | -2 335 | -2 388 | 0 | 346 | 45 823 |

(1) Dont 2519 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1029 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Les autres mouvements correspondent à l'écart actuariel 2014 (768K€) moins l'écart actuariel de 2013 comptabilisé en charge constatée d'avance fin 2013 et compensé au 30/06/2014 avec la provision pour engagement de retraite (-422K€).

| (en milliers d'euros) | 01/01/2013 | Variations de | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2013 |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------------|---------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne logement | 4 191 | | 2 558 | | -1 262 | | | 5 487 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 11 222 | | 4 132 | -56 | -5 295 | | | 10 003 |
| Risques opérationnels | 7 660 | | | | -311 | | | 7 349 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) (2) | 2 135 | | 2 489 | -931 | -1 149 | | 208 | 2 752 |
| Litiges divers | 7 204 | | 1 584 | -943 | -460 | | | 7 385 |
| Participations | | | | | | | | |
| Restructurations | | | | | | | | |
| Autres risques | 9 051 | | 5 840 | -2 365 | -584 | | | 11 942 |
| Total | 41 463 | 0 | 16 603 | -4 295 | -9 061 | 0 | 208 | 44 918 |

(1) Dont 1 723 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 029 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail

(2) Dont une variation d'un montant de 161 milliers d'euros due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

Provision épargne-logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement : | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 286 018 | 216 973 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 377 317 | 376 198 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 487 699 | 504 217 |
| Total plans d'épargne-logement | 1 151 034 | 1 097 388 |
| Total comptes épargne-logement | 152 321 | 154 801 |
| Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement | 1 303 355 | 1 252 189 |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2014 pour les données au 30 juin 2014 et à fin novembre 2013 pour les données au 31 décembre 2013, et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement : | 4 737 | 5 426 |
| Comptes épargne-logement : | 19 821 | 22 131 |
| Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement | 24 558 | 27 557 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|---|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement : | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 0 | 67 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 965 | 1 076 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 4 601 | 4 344 |
| Total plans d'épargne-logement | 5 566 | 5 487 |
| Total comptes épargne-logement | 0 | 0 |
| Total Provision au titre des contrats épargne-logement | 5 566 | 5 487 |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.13. Capitaux propres

➤Composition du capital au 30 juin 2014

Au 30 juin 2014, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Répartition du capital de la Caisse régionale | Nombre de titres |
|--|------------------|
| Certificats Coopératifs d'investissements (CCI) | 1 425 250 |
| Dont part du Public | 1 404 188 |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | |
| Dont part Auto-détenue | 21 062 |
| Certificats Coopératifs d'associés (CCA) | 1 165 535 |
| Dont part du Public | |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | 1 165 535 |
| Parts sociales | 1 999 601 |
| Dont 46 Caisses Locales | 1 999 510 |
| Dont 18 administrateurs de la CR | 90 |
| Dont Crédit Agricole S.A. | 1 |
| Total | 4 590 386 |

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 73 446 milliers d'euros.

➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2014, l'Assemblée générale du 26/03/2014 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net part sociale de 2,40%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 2,15%.

Dividendes

| Année de rattachement du dividende | Par CCI | Par CCA | Par Part Sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
| | Montant Net | Montant Net | Montant Net |
| 2010 | 5 275 | 4 149 | 1 072 |
| 2011 | 5 554 | 4 429 | 1 103 |
| 2012 | 5 614 | 4 557 | 864 |
| 2013 | 5 757 | 4 674 | 768 |

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 767 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

| (en milliers d'euros) | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------------|------------------|
| Engagements donnés | 4 083 503 | 4 297 360 |
| Engagements de financement | 763 424 | 850 984 |
| . Engagements en faveur d'établissements de crédit | 50 216 | 130 935 |
| . Engagements en faveur de la clientèle | 713 208 | 720 049 |
| Ouverture de crédits confirmés | 418 621 | 399 433 |
| - Ouverture de crédits documentaires | 5 766 | 4 417 |
| - Autres ouvertures de crédits confirmés | 412 855 | 395 016 |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | 294 587 | 320 616 |
| Engagements de garantie | 603 179 | 495 674 |
| . Engagements d'ordre d'établissement de crédit | 394 295 | 248 005 |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires | 1 176 | 325 |
| Autres garanties (1) | 393 119 | 247 680 |
| . Engagements d'ordre de la clientèle | 208 884 | 247 669 |
| Cautions immobilières | 76 441 | 109 655 |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle | 132 443 | 138 014 |
| Autres Engagements Donnés | 2 716 900 | 2 950 702 |
| Engagements reçus | 2 626 785 | 2 758 216 |
| Engagements de financement | 315 000 | 400 000 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 315 000 | 400 000 |
| . Engagements reçus de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 2 311 785 | 2 358 216 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 266 103 | 292 943 |
| . Engagements reçus de la clientèle | 2 045 682 | 2 065 273 |
| Garanties reçues des administrations publiques et | 320 676 | 309 077 |
| Autres garanties reçues | 1 725 006 | 1 756 196 |

- (1) Dont 145 474 milliers d'euros montant relatifs à la garantie globale (Switch) mise en place le 2 janvier 2014, en amendement de la garantie précédente octroyée le 23 décembre 2011 pour 232 442 milliers d'euros.

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 716 900 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 893 840 milliers d'euros en 2013. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse31 a apporté :

- 1 440 202 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 373 519 milliers d'euros en 2013 ;
- 26 068 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 76 221 milliers d'euros en 2013 ;
- 390 563 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 448 000 milliers d'euros en 2013 ;
- 858 067 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 996 100 milliers euros en 2013.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|-------------------|-------------------|
| Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie | | |
| Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH ...) | 2 716 900 | 2 950 702 |
| Titres prêtés | | |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché | | |
| Titres et valeurs donnés en pension | | |
| Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie | 2 716 900 | 2 950 702 |
| Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés | | |
| Titres empruntés | | |
| Titres & valeurs reçus en pension | | |
| Titres vendus à découvert | | |
| Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés | 0 | 0 |

7. Reclassements d'instruments financiers

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction ou hors de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas opéré en 2014 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

| | Juste valeur au 30 juin 2014 | Prix coté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|------------------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan | | | | |
| Prêts et Créances | 7 875 871 | 15 187 | 7 860 684 | 0 |
| Créances sur les établissements de crédit | 945 642 | 0 | 945 642 | 0 |
| Comptes ordinaires & prêts JJ | 62 108 | | 62 108 | |
| Comptes et prêts à terme | 861 869 | | 861 869 | |
| Valeurs reçues en pension | | | | |
| Titres reçus en pension livrée | | | | |
| Prêts subordonnés | 21 665 | | 21 665 | |
| Titres non cotés sur un marché actif | | | | |
| Autres prêts et créances | | | | |
| Créances sur la clientèle | 6 930 229 | 15 187 | 6 915 042 | 0 |
| Créances commerciales | 20 260 | | 20 260 | |
| Autres concours à la clientèle | 6 847 178 | 407 | 6 846 771 | |
| Titres reçus en pension livrée | | | | |
| Prêts subordonnés | | | | |
| Titres non cotés sur un marché actif | 1 824 | | 1 824 | |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | | | | |
| Créances nées d'opérations de réassurance | | | | |
| Avances en comptes courants d'associés | 14 780 | 14 780 | | |
| Comptes ordinaires débiteurs | 46 187 | | 46 187 | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 314 980 | 309 980 | 5 000 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 186 198 | 186 198 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 128 782 | 123 782 | 5 000 | |
| Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 8 190 851 | 325 167 | 7 865 684 | 0 |

| | Juste valeur au 31 décembre 2013 | Prix coté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|--|---|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan | | | | |
| Prêts et Créances | 7 789 035 | 0 | 7 774 026 | 15 036 |
| Créances sur les établissements de crédit | 805 244 | 0 | 805 244 | 0 |
| Comptes ordinaires & prêts JJ | 22 110 | | 22 110 | |
| Comptes et prêts à terme | 761 469 | | 761 469 | |
| Valeurs reçues en pension | | | | |
| Titres reçus en pension livrée | | | | |
| Prêts subordonnés | 21 665 | | 21 665 | |
| Titres non cotés sur un marché actif | | | | |
| Autres prêts et créances | | | | |
| Créances sur la clientèle | 6 983 791 | 0 | 6 968 782 | 15 036 |
| Créances commerciales | 24 912 | | 24 912 | |
| Autres concours à la clientèle | 6 887 611 | | 6 887 611 | |
| Titres reçus en pension livrée | | | | |
| Prêts subordonnés | 7 536 | | 7 563 | |
| Titres non cotés sur un marché actif | 1 714 | | 1 714 | |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | | | | |
| Créances nées d'opérations de réassurance | | | | |
| Avances en comptes courants d'associés | 22 352 | | 7 316 | 15 036 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 39 666 | | 39 666 | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 218 163 | 213 163 | 5 000 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 126 638 | 126 638 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 91 525 | 86 525 | 5 000 | |
| Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 8 007 198 | 213 163 | 7 779 026 | 15 036 |

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

| | Juste valeur au 30 juin 2014 | Prix coté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|---|------------------------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 4 310 140 | 0 | 4 310 140 | 0 |
| Comptes ordinaires & emprunts JJ | 3 817 | | 3 817 | |
| Comptes et emprunts à terme | 4 306 323 | | 4 306 323 | |
| Valeurs données en pension | | | | |
| Titres donnés en pension livrée | | | | |
| Dettes envers la clientèle | 3 150 313 | 0 | 3 150 313 | 0 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 745 674 | | 1 745 674 | |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 34 448 | | 34 448 | |
| Autres dettes envers la clientèle | 1 370 191 | | 1 370 191 | |
| Titres donnés en pension livrée | | | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | | | | |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | | | |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | | | | |
| Dettes représentées par un titre | 125 720 | | 125 720 | |
| Dettes subordonnées | 15 003 | 15 003 | 0 | |
| Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 7 601 176 | 15 003 | 7 586 173 | 0 |

| | Juste valeur au 31 décembre 2013 | Prix coté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|---|---|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 4 192 069 | 0 | 4 192 069 | 0 |
| Comptes ordinaires & emprunts JJ | 3 359 | | 3 359 | |
| Comptes et emprunts à terme | 4 188 710 | | 4 188 710 | |
| Valeurs données en pension | | | | |
| Titres donnés en pension livrée | | | | |
| Dettes envers la clientèle | 3 210 165 | 0 | 3 210 165 | 0 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 850 571 | | 1 850 571 | |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 29 839 | | 29 839 | |
| Autres dettes envers la clientèle | 1 329 755 | | 1 329 755 | |
| Titres donnés en pension livrée | | | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | | | | |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | | | |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | | | | |
| Dettes représentées par un titre | 138 070 | | 138 070 | |
| Dettes subordonnées | 15 003 | 15 003 | | |
| Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée | 7 555 307 | 15 003 | 7 540 304 | 0 |

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

| | Total 30/06/2014 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|------------------|---|---|---|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 7 413 | 0 | 7 413 | 0 |
| Créances sur les établissements de crédit | 0 | | | |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Titres reçus en pension livrée | 0 | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 7 413 | | 7 413 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 0 | | | |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 682 543 | 542 061 | 140 482 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 136 882 | 136 882 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 187 536 | 147 277 | 40 259 | |
| Actions et autres titres à revenu variable (1) | 358 125 | 257 902 | 100 223 | 0 |
| Créances disponibles à la vente | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 32 293 | | 32 293 | |
| Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur | 722 249 | 542 061 | 180 188 | 0 |
| Transfert issu du Niveau 1 | | | | |
| Transfert issu du Niveau 2 | | | | |
| Transfert issu du Niveau 3 | | | | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | 0 | 0 | 0 |

(1) Hors 257 898milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

| | Total 31/12/2013 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|------------------|---|---|---|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 8 511 | 12 | 8 499 | 0 |
| Créances sur les établissements de crédit | 0 | | | |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Titres reçus en pension livrée | 0 | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 8 511 | 12 | 8 499 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 700 330 | 481 338 | 218 992 | 0 |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 0 | | | |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | 700 330 | 481 338 | 218 992 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 49 786 | 49 786 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 293 582 | 213 386 | 80 196 | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 356 962 | 218 166 | 138 796 | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable (1) | 0 | | | |
| Créances disponibles à la vente | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 34 454 | | 34 454 | |
| Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur | 743 295 | 481 350 | 261 945 | 0 |
| Transfert issus du Niveau 1 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 2 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 3 | | | | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | 0 | 0 | 0 |

(1) Hors 257 898 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

| | Total 30/06/2014 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 1 655 | 15 | 1 640 | 0 |
| Titres vendus à découvert | 0 | | | |
| Titres donnés en pension livrée | 0 | | | |
| Dettes représentées par un titre | 0 | | | |
| Dettes envers la clientèle | 0 | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 1 655 | 15 | 1 640 | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 170 633 | | 170 633 | |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 172 288 | 15 | 172 273 | 0 |
| Transfert issus du Niveau 1 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 2 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 3 | | | | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | 0 | 0 | 0 |

| | Total 31/12/2013 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|------------------|--|--|--|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 2 516 | 12 | 2 504 | 0 |
| Titres vendus à découvert | 0 | | | |
| Titres donnés en pension livrée | 0 | | | |
| Dettes représentées par un titre | 0 | | | |
| Dettes envers la clientèle | 0 | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 2 516 | 12 | 2 504 | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 136 490 | | 136 490 | |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 139 006 | 12 | 138 994 | 0 |
| Transfert issus du Niveau 1 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 2 | | | | |
| Transfert issus du Niveau 3 | | | | |
| Total des transferts vers chacun des niveaux | | 0 | 0 | 0 |

- **Changements de modèles de valorisation**

Aucun transfert en dehors du ou vers le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été effectué au cours du premier semestre 2014.

- **Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a valorisé aucun instrument financier selon le modèle de niveau 3 au 30 juin 2014.

9. Impacts des évolutions comptables (nouvelles normes de consolidation) ou autres événements.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas eu d'impact au titre d'évolutions comptables au cours du premier semestre 2014.

10. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur à la clôture n'a donné lieu à un ajustement.

11. Périmètre de consolidation au 30 juin 2014

| Périmètre de consolidation de la Caisse régionale de Toulouse 31 | Implantation | Type d'entité et nature du contrôle | Méthode de consolidation au 30 juin 2014 | % de contrôle | | % d'intérêt | |
|--|--------------|-------------------------------------|--|---------------|------------|-------------|------------|
| | | | | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
| Établissements bancaires et financiers | | | | | | | |
| CRCA TOULOUSE MIDI TOULOUSAIN | France | Filiale | Mère | 100 | 100 | 100 | 100 |
| CL TOULOUSE MIDI TOULOUSAIN | France | Filiale | Mère | 100 | 100 | 100 | 100 |
| FORCE TOULOUSE DIVERSIFIE | France | Filiale | Globale | 99,99 | 99,99 | 99,99 | 99,99 |
| OZENNE INSTITUTIONNEL | France | Filiale | Globale | 99,84 | 99,74 | 99,84 | 99,74 |
| TOULOUSE 31 COURT TERME | France | Filiale | Globale | 99,98 | 99,98 | 99,98 | 99,98 |

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2014

DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Monsieur Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport financier ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Toulouse, le 25 juillet 2014

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2014

SYGNATURES S.A.

8, chemin de la Terrasse
B.P. 45122
31512 Toulouse Cedex 5
S.A. au capital de € 324.365,57

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG Audit

1, place, Alfonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 06
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Toulouse, le 8 août 2014

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Laure Mulin

Frank Astoux